

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 14
PUBLIQUE

Article de RFI intitulé « Dégel de comptes de personnalités pro-Gbagbo en Côte d'Ivoire »
daté du 4 avril 2014

AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE

Publié le 04-04-2014 • Modifié le 05-04-2014 à 21:31

Dégel de comptes de personnalités pro-Gbagbo en Côte d'Ivoire

par RFI (/auteur/rfi/)



Cérémonie de clôture de la 8e convention du FPI, à Abidjan, le 22 février 2014. Depuis plusieurs mois, le FPI réclame un dégel des comptes des proches de Gbagbo.

AFP/Issouf Sanogo

 Côte d'Ivoire (/pays/cote-ivoire/)

En Côte d'Ivoire, la justice a annoncé ce jeudi avoir procédé « *au dégel des comptes bancaires de 43 personnalités* » de l'opposition. Les comptes de ces personnalités pro-Gbagbo avaient été gelés suite à la crise postélectorale de 2010-2011.

L'annonce a été faite dans un communiqué du parquet d'Abidjan-Plateau, signé du procureur de la République, Christophe Richard Adou.

C'était l'une des exigences du Front populaire ivoirien (FPI) depuis plusieurs mois. Selon une source au sein du parti, le FPI avait présenté au gouvernement une liste de 41 personnes dont les comptes ont été gelés dès la fin de la crise postélectorale.

La justice en a donc dégelé deux de plus. Cette décision est l'un des gestes qui participent à la décrispation du climat politique. Elle intervient au moment où les rapports entre le pouvoir et le FPI sont très tendus. Les deux parties s'accusent mutuellement d'avoir rompu le dialogue, surtout après le transfèrement il y a 2 semaines vers la CPI de Charles Blé Goudé, l'ex-leader de la Galaxie patriotique et proche de Laurent Gbagbo.

800 « *prisonniers politiques, civils et militaires* »

Après la libération depuis le début de l'année de plus de 130 prisonniers de la crise postélectorale, selon une source gouvernementale, le FPI dénonce toujours « *le maintien en détention* » de 800 « *prisonniers politiques, civils et militaires* ». Des chiffres « *contestables et farfelus* », selon le porte-parole du gouvernement, Bruno Koné.

L'ex-parti au pouvoir a annoncé dimanche dernier la préparation de « *grandes actions de masse* » en guise de protestation. De son côté, le gouvernement déclare qu'il tend toujours la main. Lors d'une conférence de presse ce jeudi, l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire a appelé les Ivoiriens à s'engager dans un « *dialogue politique inclusif* ».